

Écrit par le 25 novembre 2024

BTP 84, un nouveau siège s'érige au milieu de la tempête



La Fédé BTP 84 ne l'avait peut-être pas anticipé lorsque fut vendu son siège fin 2022, mais la construction de sa nouvelle maison à Agroparc fait déjà l'effet d'un phare dans la nuit. Et c'est tout un symbole pour la profession et son environnement.

Ecrit par le 25 novembre 2024



Copyright Cabinet d'architectes Cavaillonnais Avant-propos.

Le siège se situe à Agroparc à l'angle de la Route de l'aérodrome et de la rue Jean Dausset à Avignon.

Alors que la conjoncture continue d'être plus que morose pour le bâtiment et peut-être un peu moins pour les Travaux publics, la Fédération du Bâtiment de Vaucluse vient de poser la première pierre de son nouveau siège à Agroparc, au croisement de la rue Jean Dausset et de la route de l'aérodrome, à Avignon. Objectif ? La réalisation d'un bâtiment vitrine en bois, acier, verre et béton déployant 800m² en R+1 sur 2 000m² de terrain.

Auparavant, la Fédération du BTP 84

s'était établie lors de sa création en 1902 dans ce bel hôtel particulier des Isnards, 3 rue de la petite Fusterie à Avignon. Problème, difficile voir impossible pour les adhérents de rallier le centre-ville en fin d'après midi pour assister aux réunions et tout aussi impensable de se garer aux alentours.

C'est donc Christian Pons, président de la Fédération BTP 84

(de septembre 2019 à septembre 2022) qui mena le projet de vente de l'emblématique lieu, avec l'assentiment du Conseil d'administration, en 2022 et mena les discussions d'un nouveau siège, tandis que l'actuel président, Daniel Léonard entérinait et signait les deux projets. C'est ainsi qu'en février 2023, la Fédé s'installait Chemin de Fontanille, dans les anciens locaux de l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie), à Agroparc, en attendant d'intégrer son futur siège.

Ecrit par le 25 novembre 2024



L'ancien Hôtel particulier des Isnards où la Fédération du Bâtiment et des Travaux publics s'était installée lors de sa création en 1902, 3 rue Petite Fusterie dans l'intramuros d'Avignon Copyright MMH

Quant au nouveau siège ?

Les travaux débutent en ce mois de septembre pour s'étendre sur un an. L'opération verra naître un bâtiment 'sobre et élégant' mêlant béton, bois et verre' comme aime à le préciser Thomas Wallon, architecte du cabinet Avant-propos en charge du projet. Les visuels du cabinet cavallonnais évoquent un bâtiment horizontal en R+1 -deux fois 400m²- flanqué de larges baies vitrées -avec parties fixes et des ouvrants- enchâssées dans l'alu et rythmées par des panneaux de bois et d'acier galvanisé, les deux niveaux étant coiffés d'une casquette en béton. L'ensemble promet un édifice moderne, de facture classique, en réponse à la demande de la Fédération BTP 84 qui souhaitait une vitrine renouvelée du savoir-faire des artisans et des entreprises du cru friandes de sobriété et de nouvelles solutions constructives et isolantes.

Écrit par le 25 novembre 2024

A l'intérieur ?

Au rez-de-de-chaussée un hall spacieux, tel un forum, accueillera les visiteurs et se muera, ponctuellement, en un espace de réception lors des événements de la profession, des salles de formation et de réunion ponctueront ce premier espace. Un escalier tout en courbe y prend naissance pour gagner, à l'étage, les bureaux des collaborateurs et du président, distribués à partir d'une coursive, favorisant les échanges entre collègues, tandis qu'une passerelle en béton, telle une poutre, reliera les deux principales façades.

L'aménagement paysager

jouera un rôle très attendu dans l'intégration de l'édifice avec son environnement puisque les nombreuses baies proposent un esprit dedans-dehors très en demande depuis le confinement. Un parvis et un environnement végétal soignés offriront une nouvelle respiration à la maison de la profession.



Daniel Léonard Président de la Fédé BTP84 Copyright MMH

Écrit par le 25 novembre 2024

Ils ont dit

Daniel Léonard, président de la Fédération BTP84

«Les travaux débutent dès maintenant, fruit du travail des deux années passées. La maison du BTP de Vaucluse devait être plus accessible, plus sobre en énergie, plus représentative de nos métiers, un lieu incontournable pour parler de notre secteur. Cette nouvelle maison représente un investissement de 3M€, pour une surface totale de 800m² en R+1. Le bâtiment est à l'image de nos métiers, parfois brut de décoffrage, mais fort de nos savoirs faire et de technicités. En prenant la casquette de maître d'ouvrage, notre fédération veut faire la preuve par l'exemple.»

«Nous démontrons qu'avec de la volonté,

de l'audace et de la combativité, les projets sont possibles. A ceux qui pensent que ça n'est pas le moment, en raison d'une conjoncture difficile et incertaine, nous répondons par l'action, le regard fixé sur l'avenir. Ce projet a pu voir le jour grâce au patrimoine acquis par nos prédécesseurs et dont la vente a permis de financer la nouvelle maison du BTP, et à la transmission des savoirs grâce à l'excellence des centres de formation. La Fédération Française du Bâtiment et la Fédération des Travaux Publics y auront toujours un point d'ancrage départemental.»

«Je remercie tous les élus

et particulièrement les maires bâtisseurs pour leur investissement au quotidien, la dynamique et l'attractivité qu'ils confèrent au Vaucluse, indispensables aux habitants et aux entreprises du territoire. Merci à nos 400 adhérents pourvoyeurs de 5 000 emplois pour leur confiance et la fidélité qu'ils témoignent à la Fédération et aux entreprises bâtisseuses en charge d'ériger la Maison de la Fédération du Bâtiment, pour leur implication, leur savoir-faire et l'effort financier qu'elles consentent pour porter leur pierre à l'édifice. C'est une Maison faite par les adhérents pour les adhérents.»

Deux parchemins ont été signés

«L'un sera scellé dans une pierre et incorporé dans la construction et le second viendra habiller les murs et l'histoire de notre maison,» Daniel Léonard, président de la Fédé BTP84.

Ecrit par le 25 novembre 2024



Daniel Léonard et René Braja Copyright MMH

René Braja Président de la Fédération Française Régionale des Travaux Publics Paca et représentant la FNTP Paca

«Cher Daniel Léonard, nous partageons les mêmes valeurs : l'accompagnement des adhérents, les actions de promotion de nos métiers, la volonté, l'audace, la combativité, la passion, l'esprit d'équipe et l'intelligence collective. Mesdames et messieurs les élus ayez la volonté d'œuvrer avec nous, en tant que partenaires économiques du secteur de la construction. L'investissement dans les infrastructures est un levier au service du redressement de notre pays. La transformation écologique que nous vivons s'apparente à un changement de modèle économique telle une révolution industrielle qui implique un besoin de formation, d'innovation, et d'investissement afin de décarbonner nos infrastructures et conditionne la compétitivité de nos entreprises.»

«L'investissement sur nos territoires

Écrit par le 25 novembre 2024

est acté par une politique du territoire qui permet de recentrer certains déséquilibres entre les petites communes, les départements et les grands pôles urbains. Financer l'entretien de nos infrastructures ne peut être que vertueux. Pour exemple 10% des 280 000 ponts que la France possède sont en défaut important d'entretien et nécessitent une intervention immédiate. Notre patrimoine routier français représente plus de 2 000 milliards d'euros d'argent public, il serait judicieux de le pérenniser. Sincères félicitations à Daniel Léonard, grand initiateur de ce projet.»



Daniel Léonard et Olivier Salleron Copyright MMH

Olivier Salleron, président de la Fédération Nationale du Bâtiment

«Cette première pierre est un élément très concret pour se projeter vers l'avenir. L'organisation territoriale de la FFB, avec les élus, est fondamentale, pour mailler des relais et des capteurs dans tous les territoires, pour tenir des discours à la fois libres et réalistes, sur l'état d'un pays, de son économie où, encore, l'état des départements. 92 communes de France accueillent au moins un artisan. Et nous

Écrit par le 25 novembre 2024

sommes 101 fédérations sur tout le territoire à être implantées y compris en Outre-Mer.»

«Alors qu’il est beaucoup question de sobriété foncière,

nous plaidons pour que les élus locaux disposent d’une plus grande souplesse en matière de politique du logement. Le principe du Zéro Artificialisation Nette (Zan) des sols ne doit pas déposséder les territoires et les élus de leur propre stratégie d’aménagement et dynamisme. J’observe que désormais nous peinons tous à nous loger. Alors que le logement concentre 30% du pouvoir d’achat de chaque français. Il est urgent de relancer la construction dans ce pays -Moins 60% de maisons individuelles en 2024- et de fortement accompagner la rénovation.»

«Le déni des Pouvoirs publics à ce propos est inadmissible.

Près de 30 000 emplois équivalents temps pleins dans le bâtiment ont d’ores et déjà été détruits depuis le début de l’année et à fin juin. A quoi cela est-il dû ? A la fin du prêt à taux zéro (PTZ) sur tout le territoire et alors que les jeunes butaient sur l’obtention d’un prêt auprès des banques. La fin programmée du Pinel, pour l’investissement locatif et sans alternative poussera les investisseurs dans les bras d’Airbnb avec les dégâts connus que cela produit (Ndlr : non consommation auprès des commerçants locaux).»

«Également, les maires bâtisseurs

n’ont plus accès aux aides. Tout cela pourrait attiser une nouvelle crise sociale et sociétale au moment où notre pays connaît déjà suffisamment de fractures. Nous sommes aux premières loges de ces difficultés. Nous appelons le prochain gouvernement à prioriser la question du logement abandonné depuis deux ans. Les pouvoirs publics doivent faire davantage confiance aux professionnels de la construction et aux élus locaux pour imaginer les solutions les plus adaptées.»

Écrit par le 25 novembre 2024



Cécile Helle Copyright MMH

Cécile Helle, maire d'Avignon

«La caractéristique d'une ville comme la nôtre, est d'être ancrée à la fois dans son histoire, avec sa dimension patrimoniale -Avignon est inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco- et de n'avoir pas peur de son avenir, en portant des projets futuristes, qui l'ancrent résolument dans la modernité et dans l'innovation, avec la reconversion de bâtiments plus respectueux des enjeux environnementaux et climatiques.»

«Les quartiers d'Agroparc, comme Avignon Confluence,

développent notre attractivité économique, touristique, et résidentielle, y compris autour des enjeux de la construction de logements. Le Grand Avignon va construire un bâtiment signal à l'une des entrées de la zone. Le département de Vaucluse est en train de porter un magnifique projet, avec Mémento, le nouveau siège et cœur battant des archives départementales. L'État accompagne l'université dans le

Écrit par le 25 novembre 2024

cadre du contrat de plan État-Région en vue de la modernisation du campus universitaire d'Agroparc. Et vous-même, en tant qu'acteur partenarial, vous faites aussi le choix de cette zone en venant y poser ce nouveau bâtiment exemplaire.»

«L'école Méli et Paul Piaux dans l'éco-quartier Joly Jean

s'est ouverte à sa première rentrée. La bibliothèque Renaud-Barrault, bâtiment des années 1970, passoire énergétique a été totalement rénovée. Le parvis de la gare Centre d'Avignon avec l'aide de la Région et la SNCF, a également été complètement réinterprété. Ces projets emblématiques de renouveau représentent des dizaines de millions d'investissement et non pas du déficit public mais de l'activité pour nos entreprises. Ces réalisations maintiennent l'attractivité de nos territoires parce que les élus locaux font le pari de leur territoire. Ce sont aussi des entreprises, des hommes et des femmes du BTP, des architectes qui ramènent le beau dans la ville, ce qui est une dimension importante.»



Thierry Lagneau Copyright MMH

Écrit par le 25 novembre 2024

Thierry Lagneau, premier vice-président du Département de Vaucluse, représentant la présidente du Département

«Je vous félicite donc très sincèrement pour ce beau projet qui entre là dans une phase décisive vous permettant de travailler dans d'excellentes conditions. Nous comprenons vos préoccupations et vos inquiétudes. 150 000 emplois sont menacés d'ici 2025 dans votre secteur, avec un impact très fort sur l'ensemble des métiers liés au bâtiment et aux travaux publics.»

«C'est pourquoi, le rythme d'investissement du Département, en 2024,

est resté particulièrement soutenu. Nous restons le premier donneur d'ordres en matière de commandes publiques en Vaucluse. Nous avons voté un budget en augmentation de 1,8%, qui traduit concrètement notre volonté de rester un acteur économique de tout premier plan. Dans ce budget, 122 millions d'euros sont mobilisés à l'investissement. Ce rythme, nous le maintiendrons jusqu'à la fin de notre mandat en 2028.»

«Pour vous, entreprise du BTP,

il est important d'avoir de la visibilité sur le moyen et le long terme. Avec nous, vous l'avez. Sur les routes dont j'assume la délégation au Département, vous savez que nous avons un rythme et un nombre de travaux très importants partout en Vaucluse de Bonpas jusqu'à la déviation d'Orange. C'est autant de commandes publiques auprès de vos entreprises qui vont soutenir l'activité économique et l'emploi.»

Écrit par le 25 novembre 2024



Thierry Suquet

Thierry Suquet, Préfet

«Vous êtes un secteur particulièrement important et j'entends les difficultés que vous traversez. Je voudrais souligner l'effort que nous faisons ensemble du travail autour de la lutte contre le travail illégal. On sait combien cela pénalise les entreprises qui jouent le jeu, toutes celles qui acceptent de faire ces efforts de formation, d'inclusion et travaillent sur le développement durable.»

«Nous nous sommes engagés discrètement,

mais solidement, ensemble, pour que l'activité de ceux qui ne veulent pas respecter les règles du jeu ne soit pas une anti-concurrence pour tous les autres. Et là aussi, c'est une vraie question de solidarité. Nous avons des entrepreneurs et des entreprises dynamiques, qui jouent le jeu et savent s'engager pour porter les projets que les collectivités soutenues par l'État engagent. Ces travailleurs engagés, ne doivent pas être pénalisés par ceux qui ont des comportements de cavaliers solitaires et tentent de contourner la

Ecrit par le 25 novembre 2024

Loi.»

«Chaque entreprise a le droit à l'erreur,

à la reconnaissance de la bonne foi et à un dialogue serein et fort avec l'État. Parallèlement, ceux qui se situent en dehors des règles, ceux qui trichent délibérément pour contourner, ceux qui emploient des travailleurs sans les déclarer, ceux qui ne payent pas des cotisations sociales, ceux qui mettent la clé sous la porte après quelques mois de pseudo activité, ceux-là, nous devons les sanctionner, nous avons du mal à le faire, mais c'est ensemble et parce que nous sommes tous concernés par ces problèmes de société, que nous y reviendrons.»



De gauche à droite Daniel Léonard, René Braja, Bernard Vergier et Olivier Salleron Copyright MMH

Écrit par le 25 novembre 2024



Thomas Wallon Copyright MMH

Thomas Wallon, directeur de l'agence Avant Propos Architectes à Cavaillon

« A la base nous sommes de Lille dans une agence qui regroupe 60 architectes. Nous avons créé une agence à Cavaillon, il y a six ans où nous sommes 14 à oeuvrer au sein de l'entreprise pour développer l'activité sur la Région Paca et en Occitanie. Le bâtiment aura pour particularité d'être conçu avec des matériaux bruts : béton, bois et acier, avec très peu de parachèvement, exprimant son muscle, sa structure, où toute sa construction reste visible, même à l'intérieur. Il fallait y trouver beaucoup de technique, d'esthétique et de vérité. Rien n'y sera superflu. Le bâtiment possède très peu de points porteurs ce qui permettra de le réaménager à l'envi. C'est un bâtiment tramé, organisé, calpiné. Nous avons déjà travaillé à Agroparc, avec une réhabilitation à L'inra (Institut national de recherche agronomique), un centre de loisirs, un gymnase et un Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) à Cavaillon. »

Ecrit par le 25 novembre 2024

Les entreprises bâtisseuses du nouveau siège **Toutes adhérentes à la Fédé BTP84**

Equipe maitrise d'œuvre

Architecte: AVANT PROPOS, Cavaillon

Opc: Cabinet MORERE, Avignon

Bet fluide: APPY, Avignon

Bet vrd: C2A, Monteux et ELLIPSE, Cavaillon

Bet structure: INGENIERIE 84, Cavaillon

Conception paysagère: AGENCE PAYSAGE, Avignon

Bureau de contrôle/Sps: ALPES CONTROLE, Avignon

Gros oeuvre

POGGIA, Cavaillon

Etanchéité: SAB ETANCHEITE, Avignon

Façade ossature bois: INDIGO BATIMENT, Morières

Menuiseries extérieures: SMAB, Cavaillon

Serrurerie: MASFER, le Thor

Menuiseries intérieures:

EGM VINCENT (Carpentras) /SILVANO (Avignon) /FAUCHERON (Apt)

Cloisons / faux plafonds: ISOLBAT, Entraigues sur la Sorgue

Chape: TECHNISOL, Althen-des-Paluds

Carrelage: SPVC, Carpentras

Peinture: ENTREPRISE FERNANDEZ, Apt

Génie climatique: SELMAC, Avignon

Électricité: ENTREPRISE DEVAUX, Monteux

VRD: EUROVIA, Avignon

Écrit par le 25 novembre 2024



Copyright Cabinet d'architectes Cavailonnais Avant Propos

(Vidéo) Fédé BTP 84, Pourquoi l'économie de la construction et de la réhabilitation continue-t-elle d'être plombée ?

Écrit par le 25 novembre 2024



Lors de son assemblée générale, la Fédé BTP 84 a fait un point sur ce que vivent les professionnels du bâtiment et des travaux publics. Si le niveau d'activité est sauvegardé grâce aux opérations commandées et amorcées en 2022, les professionnels peinent à sauvegarder emplois et savoir-faire face à un carnet de commande à l'arrêt et une trésorerie tendue. Alors que les budgets sont votés et les financements là, les projets ne sortent pas. Mais tout n'est pas sombre et certains indicateurs laissent présager des lendemains meilleurs.

Pourtant, ce temps d'inertie entamera considérablement et durablement la santé économique et sociale du département. En ce moment, également, les bailleurs sociaux revoient leurs copies, entre démolitions, réhabilitations, constructions et relogement des résidents, les équilibres financiers se fragilisent. Les maires ont compris à quel point le dispositif Zan (Zéro artificialisation nette) mettait un coup d'arrêt à la construction. Plus globalement, l'on craint que le Grand argentier de la France n'ait tout oublié des outils de défiscalisation et de prêts aidés qui favorisaient jusqu'alors l'accession à la propriété. Alors tous les opérateurs de l'acte de bâtir sonnent l'alarme.

Ecrit par le 25 novembre 2024

Là, maintenant, nous sommes sur un point de bascule

Alors que tout paraît silencieux, le sous-sol gronde et les voix s'élèvent de toute part. Que se passe-t-il ? Pour le savoir nous nous rendons au nouveau siège de la Fédé du BTP 84 qui, il faut bien l'avouer, souffle depuis qu'elle s'est installée dans une partie des locaux de l'[UIMM](#) (Union des industries et métiers de la métallurgie), chemin de Fontanille à Agroparc, en attendant de construire un bâtiment à sa mesure. Plus accessible à ses adhérents, plus confortable pour les collaborateurs, les nouveaux locaux s'épanouissent en cœur de nature, où les places de stationnement sont encore disponibles.



Jean Max Diaz, Emilie Feral, Daniel Léonard, Frédéric Saintagne et Denis Mathelin

Dans la salle de conférence,

devant un parterre de journalistes ? [Daniel Léonard](#), le président de la Fédération BTP84 entouré d'[Emilie Feral](#), présidente branche Gros Œuvre, Vice-présidente FBTP84, de [Frédéric Saintagne](#), président de la section Pole Habitat Vaucluse, rejoints par [Jean Max Diaz](#), trésorier. Aux côtés des journalistes, assistent à la conférence de presse [Denis Mathelin](#) président de la branche TP, [Nathalie](#)

Ecrit par le 25 novembre 2024

[Cayrol](#), déléguée régionale Pole Habitat Paca et [Emmanuel Meli](#), secrétaire général Fédération BTP84. Les visages sont graves tandis que Daniel Léonard ouvre la séance.

La tendance ?

«Elle est mitigée parce qu'il est difficile de maintenir un niveau d'activité même si pour cette année, celle-ci est sauvegardée puisque le BTP travaille sur les contrats antérieurs à 2022. Mais voilà, le climat social -avec les manifestations contre la loi sur les retraites, la pénurie et la flambée des prix du carburant, l'inflation et la remontée des taux d'intérêt bancaires- ont porté un coup dur à la confiance et au pouvoir d'achat des ménages qui, fatalement se répercutera sur tous les échelons de l'économie, alors il va dérouler la prospective à 6 mois.»

Tout d'abord le secteur de la construction, du bâtiment et de l'artisanat

«Sur le logement neuf, la crise est amorcée. -30% d'activité pour les constructeurs de maison individuelle et les artisans qui travaillent avec eux. Le non résidentiel neuf souffle le froid et le chaud. -14% sur les surfaces commencées sur les commerces, les bâtiments agricoles et industriels. En revanche sur les surfaces autorisées +7% de bureaux et bâtiments administratifs. L'activité en amélioration-entretien affiche un petit tassement stable à +1,4%. Le coût des matériaux grimpent avec le coût de l'énergie, notamment pour les tuiles, les produits céramiques, le verre et les produits issus du ciment. Enfin, la remontée des taux d'intérêt paralysent les ménages, les entreprises et les collectivités puisque 40% des dossiers de prêts de bancaires sont refusés.»

Pour les travaux publics

«Les coûts de production ont augmenté de 9,4% grevant considérablement le résultat des entreprises. Les appels d'offres 2023 ne sont pas au rendez-vous. Alors même que le cycle électoral à mi-mandat laisserait supposer le lancement d'opérations, nous n'observons pas de redémarrage de la commande publique. Il faut dire que pour les maîtres d'ouvrage l'inflation des coûts de l'énergie impacte tout autant les budgets et, bien sûr, l'augmentation du coût des opérations.»

Copyright Freepick

Le bilan économique

«Si les chiffres d'affaires ont augmenté, les coûts de production tels que les salaires, les matériaux et l'énergie ont explosé, alors, malgré le volume d'activité, les bilans et les résultats 2022 sont en baisse, voire en perte et tandis que les fournisseurs de matériaux voient leur cotation culminer par les assureurs-crédits, celles des entreprises se dégradent.»

Pourtant les besoins sont grands

«Constructions neuves, rénovation, entretien, infrastructures routières, le monde continue de tourner. La demande de logement des étudiants, salariés, retraités ; le maintien de l'emploi, la dynamisation du territoire avec la résolution des points noirs tels que le pont de [Bonpas](#), la [Léo](#) (Liaison Est Ouest), [le tram](#), les déviations de villages réclament toute notre attention comme l'accélération de la transition écologique, la décarbonation des villes et des entreprises, la dépermeabilisation des sols, l'inventaire des friches industrielles et autres dents creuses, la renaturation des cours d'eau, la lutte contre les

Ecrit par le 25 novembre 2024

inondations et incendies et l'amélioration des réseaux d'énergie.»

C'est maintenant que tout se joue,

alors la Fédération du BTP, la Fédération française du bâtiment et la Fédération nationale des travaux publics font corps et s'accordent pour une [Zan](#) (Zéro artificialisation nette) moins paralysante via les propositions du [sénateur Jean-Baptiste Blanc](#) ; un assouplissement de l'accès au crédit immobilier ; un [PTZ](#) (Prêt à taux zéro) sur le neuf de 40% en zones B2 et C ; la relance d'un [Pinel](#) version 2022 et la révision du statut de bailleur privé.

Copyright Freepick

Au plan national

Concernant [le Plan eau](#), les bâtisseurs promeuvent la rénovation des réseaux qui laissent filer dans la nature, au mieux 20% d'eau potable, parce que les installations ont désormais fêté leur centenaire. Quant au [Plan vélo](#) ? Il continue de prévoir 2 milliards d'euros d'ici 2027 pour développer les aménagements cyclables, soit 28 000 kilomètres en attente de réalisation.

Rénovation énergétique et neutralité carbone en 2050

Pourrait-on augmenter le montant de [MaPrimRénov](#) et instaurer un dossier unique pour ce dispositif ainsi que les [C2E](#) (Certificats d'économie d'énergie) ; pérenniser le crédit d'impôt en faveur de la [rénovation énergétique des TPE et PME](#) (Très petites et moyennes entreprises).

Des taxes déjà mises en service mais pas les filières

Et puis il y a la [REP](#) (Responsabilité élargie du producteur) qui fait grimacer. Pourquoi ? Parce qu'alors que les éco-taxes sont en place, les plateformes de collecte n'existent pas. La belle idée de l'économie circulaire n'a pas encore eu le temps de procéder au maillage du territoire sur le traitement des déchets.

Dr Désormais le collectif remplace la maison individuelle avec jardin

D'encourageants indicateurs

«Il y a fort heureusement des indicateurs qui laissent présager des lendemains très encourageants. D'abord le niveau d'épargne brut des collectivités qui ont gardé des capacités de financement solides, et parfois des budgets d'investissement en progression. Ensuite, dans notre département la création de Vaucluse ingénierie, impulsé par le Conseil départemental ; qui apporte un accompagnement technique personnalisé aux communes et intercommunalités dans leurs projets. Sans oublier le programme d'investissements d'[Enedis](#) de 11M€ sur le Vaucluse pour les infrastructures de recharge électrique.

Le Budget de l'Etat

Le budget de l'Agence de financement des infrastructures (l'AFIT) augmente de 14%. Signe de projets d'activité de l'État sur les infrastructures routières, ferroviaires, transports en commun ; Pour la transition écologique, la mise en place du [Fonds vert](#) avec 2 milliards d'euros d'engagement dont 500M€ en 2023.

Des difficultés à recruter

Ecrit par le 25 novembre 2024

Sur le sujet de l'emploi toutes les entreprises rencontrent les mêmes difficultés pour recruter, tant pour remplacer les départs en retraite que se développer pour assurer la progression des entreprises. Notre fédération départementale représente 5 000 emplois dans le Vaucluse, qu'il faut sauver développer et former. Là encore des leviers existent et peuvent nous apporter des perspectives : Par la qualité de nos formations avec le [CFA Mouret](#) et l'[ECIR](#) (l'Ecole de la Construction, des Infrastructures et des Réseaux) et au [GEIQ BTP84](#), outil dévolu au recrutement et à l'insertion, ainsi que les publics en reconversion, notamment avec les dispositifs du Pôle emploi.

DR

Ils ont dit

Daniel Léonard

« Les coûts de constructions explosent poussés également par les nouvelles réglementations, souligne Daniel Léonard. Dans le même temps les aides tels que le PTZ -qui s'amenuise- et les outils de défiscalisation, comme le Pinel s'arrêteront dans 18 mois, évinçant du même coup les investisseurs comme, d'ailleurs [le sénateur Jean-Baptiste Blanc vient de s'en faire l'écho](#). Les bailleurs sociaux voient leurs bâtiments classés F et G (performance énergétique) et doivent trouver des solutions pour pouvoir upgrader rapidement le classement et louer leurs logements, ce qui passe par la réhabilitation. Pourtant, pour le moment rien ne se fait. L'inertie grève notre activité. Nous attendons des élus qu'ils réalisent leurs projets sans attendre. Il faut que les projets budgétés et financés se fassent. Notre problème ? Nous subissons des augmentations de toute part, c'est comme-ci nous prenions la foudre. Nous subissons les conséquences des marchés en 2021 et pour lesquels nous prenons de plein fouet des augmentations qui n'étaient pas prévues. Les bailleurs sociaux et le promoteurs ont vendus leurs projets et ne peuvent pas répercuter les hausses de prix : coût de l'énergie, hausse des prix des matériaux, sur leurs clients finals. Alors, nous renégocions pour arriver à ce que 50% de la hausse soit absorbée par eux mais nous perdons, là encore de la marge. D'autant que s'il est possible de renégocier avec le public, cela n'est pas possible avec le secteur privé.

Frédéric Saintagne

« Nous subissons une baisse de 40% dans la construction de maisons individuelles, indique Frédéric Saintagne, constructeur de maisons individuelles. C'est de l'emploi en moins, environ 1 200 plein temps. En janvier 2022, avec un taux de 1,1%, un ménage qui gagnait 3 000€ par mois pouvait obtenir un prêt de 270 000€, à la fin de cette année 2023, ce ne sera plus que 190 000€. Ce que ça veut dire ? Les primo-accédants n'ont plus accès au marché de l'immobilier. Or, ils étaient notre première cible. Concernant le dispositif Zan, nous sommes tous d'accord pour nous y conformer car de nombreuses communes possèdent des friches et des dents creuses exploitables à la construction. C'est sur ces terrains et les modifications de PLU (Plan local d'urbanisme) que nous devons travailler, même s'il nous faut densifier puisque la loi Climat et résilience va dans ce sens ce qui exclut, de fait, la maison individuelle, alors il n'y a pas de raison de tout bloquer. »

Emilie Féral

« Les plans Anru (Opérations de l'Agence nationale de renouvellement urbain) font naître du travail mais

Écrit par le 25 novembre 2024

si je prends l'exemple des bailleurs sociaux, ceux-ci doivent faire face au relogement de leurs résidents et cela demande du temps, ce qui induit des retards de réalisation des opérations de démolition, réhabilitation et construction, d'autant que si l'enveloppe n'est pas utilisée à temps, elle s'amenuise puis se perd. Actuellement le plan d'exécution du plan Anru pour le BTP ne se fait pas. Cette inertie est très préjudiciable au bâtiment et aux travaux publics. Quant aux nouvelles réglementations telles que la RE 2020 (nouvelle réglementation environnementale des bâtiments), pour atteindre des objectifs de bas carbone, elle est l'une des plus contraignantes d'Europe et s'appliquera bientôt aussi à la réhabilitation. On nous demande de trouver des solutions alors que les filières ne sont pas encore adaptées. Nous devons faire de la recherche et développement alors que nous sommes en pleine crise. Si le progrès nous enthousiasme et nous stimule, tout faire de front s'avère périlleux. »